

A Quimper, les « bonnets rouges » font entendre une colère identitaire confuse

PAR STÉPHANE ALLIÈS
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 3 NOVEMBRE 2013

Quimper, envoyé spécial

La confusion en action. Ce samedi à Quimper (Finistère), c'est un rassemblement indéfinissable qui a réuni entre 10 000 et 15 000 Bretons en colère contre, pêle-mêle, les taxes, les écologistes, l'État central, François Hollande, la technocratie, les licenciements. Difficile d'en comprendre réellement davantage, tant l'hétérogénéité de la manifestation ne pouvait guère laisser espérer de message plus structuré.



Manifestation des « bonnets rouges », à Quimper, le 2 novembre 2013 © S.A

[[lire_aussi]]

Un seul point commun, comme marque de la seule revendication partagée : « *La Bretagne aux Bretons* », « *Travailler au pays* », et ces bonnets rouges abondamment vendus (5 euros pièce). Un hommage à une révolte locale de 1675, contre une taxe colbertiste (sur le papier timbré), qui semble en faire aujourd'hui fantasmer plus d'un, dans les rangs finistériens. Parmi l'affluence, et la trentaine de personnes interrogées, regroupant tous les âges, impossible de saisir bien plus que « *la solidarité* » affichée inlassablement, et la « *fierté de se retrouver debout, tous ensemble* ». Solidarité du peuple breton face aux licenciements (de plus en plus nombreux dans l'agro-alimentaire), face « *aux taxes trop nombreuses* », imposées par «

les technocrates de Paris » ou bien « *de Bruxelles* », et contre « *l'État jacobin* » qui « *empêche l'esprit d'entreprise local* ».



Manifestation des « bonnets rouges », à Quimper, le 2 novembre 2013 © S.A

Sur la place de la Résistance, dos à la préfecture du Finistère barricadée et encerclée de CRS, peu de drapeaux d'organisation politique : quelques-uns du NPA, de la FNSEA, du comité des pêches et de la CGT-marine, de la CGPME, du parti breton, de l'UDB, de FO, et un du groupuscule d'extrême droite Bloc identitaire. En revanche, des « *Gwenn-ha-Du* » par milliers et beaucoup de pancartes faites main, s'en prenant aux écologistes, à François Hollande, et encore et toujours aux taxes, dont on pourrait croire qu'elles accablent un territoire pourtant plutôt exonéré en la matière.

Si la CGT, rejointe par la FSU et Solidaires, a organisé au même moment à Carhaix un contre-rassemblement politiquement bien plus clair (et rassemblant plusieurs dirigeants nationaux du Parti de gauche ou d'Europe Écologie-Les Verts), celui-ci n'a rassemblé qu'entre 2 000 et 3 000 personnes. Quoi qu'en dise Jean-Luc Mélenchon (qui a qualifié la mobilisation quimpéroise de « *rassemblement de nigauds, (...) esclaves manifestant pour leurs maîtres* »), il paraît compliqué de soupçonner un quelconque agenda politique caché dans la foule de Quimper, tant leurs revendications paraissent imprécises. Dans le

cortège, on croise aussi bien l'anticapitaliste Philippe Poutou que le député UMP Marc Le Fur ou des élus socialistes de la ville.



Ouvriers de « Marine Harvest », lors de la manifestation des « bonnets rouges », à Quimper, le 2 novembre 2013 © S.A

En fond musical, le trouble s'accroît en boucle, confondant la **rappeuse enragée Keny Arkana** avec l'« **Hexagone** » de **Renaud**, ou les chants traditionnels, **comme « L'hermine blanche »**. Un éclectisme rythmé de grands coups de klaxon, façon chalutier entrant dans le port, emportant l'applaudimètre et les hourras à chaque fois. Mention spéciale aussi, dans un cortège dénué de tout slogan claironné (à part quelques sporadiques "Hollande démission"), pour l'annonce de la destruction du portique à écotaxe de Saint-Allouestre, survenu en début d'après-midi.

Les discours de tribune n'aident pas à saisir davantage les revendications concrètes parmi l'aréopage d'organisateur, allant du maire de Carhaix, Christian Troadec (inclassable, mais plutôt gauche radicalo-écologo-autonomiste) au responsable local paysan de la FNSEA, Christian Merret, tous deux principaux leaders du mouvement, en passant par des pêcheurs de la CGT, des ouvriers licenciés (des entreprises Gad, Doux, ou Danielle Harvest), ou des patrons (qui préfèrent se faire appeler « *entrepreneurs* »). Ou encore de l'organisateur du festival des Vieilles Charrues, ou de l'ancien maire de Plonevez Jean Hourmant, 87 ans, figure politique du combat pour l'identité bretonne. Un melting-pot de cris de colère et de désespoir, dans lequel on est bien en peine de

trouver un fil conducteur. Si ce n'est que tout est dans tout, en Bretagne, et que « *l'union fait la force, tous ensemble, tous ensemble, ouais !* »



Manifestation des « bonnets rouges », à Quimper, le 2 novembre 2013 © S.A

Maître de cérémonie et porte-parole un brin mégalo de la révolte bigoudène, Christian Troadec fait dans l'exagération, quand il compte 30 000 participants, ou lorsqu'il qualifie la journée de « *plus grand rassemblement de l'histoire de la Bretagne d'après-guerre* » (oubliant un peu vite l'émeute paysanne de 1967, la lutte antinucléaire de Plogoff en 1980, ou le mouvement des pêcheurs de 1994). Mais le héraut de la lutte contre la désertification bretonne (il avait notamment mené le combat victorieux contre la fermeture de l'hôpital de Carhaix en 2008) fut le seul à esquisser un périmètre revendicatif allant au-delà de la « *suppression de l'écotaxe* », comme « *l'exigence de la fin du dumping social de l'UE, afin que ne se propage plus le sentiment anti-européen* ». Lui voit carrément son « *pays vieux de 1 500 ans* » écrire « *une nouvelle page de son histoire dans le concert des nations* », et plaide, sous les vivats, pour « *une vraie régionalisation, pour en finir avec ce jacobinisme d'un autre temps* ».

Responsable d'une entreprise de transports, Marie-Noëlle Michel a fait entendre le point de vue patronal, lui aussi applaudi. En vrac, la fin de « *la rançon odieuse des politicards* », des « *contrôles tatillons* » et des « *tracasseries administratives de tous ordres* ». Avant elle, Jean-Jacques Jégou, de la fédération du bâtiment, a lui dénoncé « *les recours trop faciles*

et trop longs contre les permis de construire », implorant les pouvoirs publics : « *Ne tuez pas l'esprit d'entreprise.* »



Manifestation des « bonnets rouges », à Quimper, le 2 novembre 2013 © S.A

Seule Nadine Hourmant, déléguée FO de Doux, a fait de la politique à gauche, en livrant un réquisitoire passionné contre « *la flexi-sécurité* » et « *la régression sociale généralisée* » menée par le gouvernement, citant la réforme des retraites et l'accord sur l'emploi (ANI). Mais elle s'est aussi fait siffler quand elle a évoqué « *les salaires de misère donnés par des patrons qui se sont enrichis grâce aux subventions européennes* », ou la possible « *nationalisation des secteurs de production en crise* ». « *Pas de récupération politique ! Dégage !* », se sont écriés plusieurs manifestants.

[[lire_aussi]]

Durant les discours jusqu'en début de soirée, des heurts ont continuellement opposé des manifestants, mélange de « punks à chien », d'« autonomes » et de vieux routiers de l'assaut préfectoral (dont

de sacrés experts du lance-pierre à l'ancienne), à des CRS ayant manié le canon à eau sans discontinuer, avant de disperser vers 20 heures la manif à coups de gaz lacrymogène. Si l'affrontement n'a pas connu les excès de fureur et de flammes de précédentes mobilisations bretonnes, on ne peut toutefois s'empêcher de noter que pareils débordements entraînent bien moins de mansuétude policière, quand ils sont le fait de « jeunes de quartiers » ou d'ouvriers en grève. À Quimper, ce samedi, les CRS se sont ainsi laissé charger trois heures durant, tandis que les organisateurs se défaussaient tranquillement au micro de toute responsabilité. Les appels au calme furent de pure forme, Christian Troadec osa même un fort applaudi : « *Nous demandons à la police de se calmer.* »

François Hollande et Jean-Marc Ayrault auront donc fort à faire pour sortir de la « crise bretonne ». Tous deux fortement sensibilisés à la « cause », tant cette région, qui constitue le socle de leur assise politique et intellectuelle, est en train de devenir un paradis modérantiste et pro-européen perdu pour leur idéal social-démocrate, ils vont être bien en peine pour répondre aux attentes de l'amertume anti-fiscale et anti-pouvoir central qui s'exprime. À moins de donner son indépendance à la Bretagne et/ou d'y supprimer les impôts.



Manifestation des « bonnets rouges », à Quimper, le 2 novembre 2013 © S.A

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.